Note de synthèse des principaux éléments du décret n°2017-1866 du 29 décembre 2017 portant définition de la stratégie nationale de santé (SNS) pour la période 2018-2022

La Stratégie Nationale de Santé détermine de manière pluriannuelle des domaines d'action prioritaires et des objectifs d'amélioration de la santé et de la protection sociale contre la maladie.

✓ **Notion et missions**

Elle vise à répondre aux grands défis de notre système de santé, maladies chroniques, difficultés d'accès aux soins ... et contribue à renforcer l'efficacité du système de santé, en cohérence avec un rétablissement durable de la situation des finances publiques, condition du maintien d'un accès de tous à des soins de qualité.

Elle comporte 4 axes (11 domaines d'action prioritaires et 43 objectifs nationaux d'amélioration de la santé) :

- Promouvoir la santé, incluant la prévention dans tous les milieux
- Lutter contre les inégalités sociales et territoriales d'accès à la santé
- Garantir la sécurité et la pertinence des prises en charge à chaque étape du parcours de santé
- Innover pour transformer notre système de santé en réaffirmant la place des usagers.

Mise en œuvre par le Plan national de santé publique et par les PRS en régions, elle devrait mettre en place des parcours de santé individuels fluides, adaptés aux populations et accessibles à tous, adapter les stratégies d'action aux spécificités de chaque territoire ou encore simplifier le cadre réglementaire pour donner plus de souplesse aux acteurs de terrain.

La gradation des soins et des prises en charge, c'est-à-dire le choix du bon niveau de recours et du juste soin en fonction de la situation de la personne, doit être au cœur de la réflexion sur la continuité des parcours de santé, afin de s'adapter aux nouveaux besoins de prise en charge.

Les actions de prévention comprennent l'ensemble des actions qui permettent soit de prévenir la survenue des problèmes de santé (prévention primaire) soit de les détecter précocement et d'éviter leur aggravation (prévention secondaire), soit encore de palier leurs conséquences ou complications (prévention tertiaire).

✓ **Préserver l'efficacité des antibiotiques**

Elle prévoit de diminuer de 25 % d'ici 2020 la consommation d'antibiotiques, en améliorant la pertinence des prescriptions.

✓ **Développer une politique de repérage, dépistage et de prise en charge précoce des pathologies chroniques**

Il est établi que le retard de diagnostic expose les patients à une évolution défavorable ou à des complications particulièrement dans certaines pathologies, comme les cancers, le diabète, la BPCO ou les maladies neuro cardio-vasculaires. Un diagnostic plus précoce permet un traitement plus efficace avec un impact positif avéré sur le pronostic de la maladie.

Elle prévoit ainsi la nécessité de mettre en place des stratégies, visant à réduire la fréquence et la gravité des complications du diabète et notamment les complications cardio-neuro-vasculaires, poursuivre les actions de dépistage, d'accompagnement et de prise en charge des personnes souffrant de maladies neurodégénératives (SEP ...), développer des parcours favorisant l'autonomie du fonctionnement rénal.

✓ **Renforcer l'accès aux droits sociaux à la couverture maladie**

Nécessité notamment de faire évoluer d'ici 2020 les modalités de détermination du reste à charge hospitalier afin de les rendre plus compréhensibles et équitables pour les patients.

✓ **Renforcer la présence médicale et soignante en fonction des besoins des territoires**

Nécessité de favoriser la diversification de l'exercice des professionnels entre libéral et salarié, (...) ainsi qu'entre ville, médico-social et hôpital et accroître les possibilités s'exercice multi-sites et d'évolutivité des carrières, favoriser un nouveau partage des tâches au sein des équipes de soins avec un rôle accru pour les non médecins, décharger les tâches administratives en s'appuyant sur des services numériques mutualisés permettant aux professionnels de se recentrer sur leurs activités cliniques directes et de prévention.

✓ **Généraliser les usages du numériques en santé pour abolir les distances**

Nécessité de généraliser dans la pratique quotidienne l'usage de la télémédecine, favoriser le partage sécurisé des données médicales entre les professionnels de santé consultés par les patients ...

✓ **Faire confiance aux acteurs des territoires pour construire des projets et innover**

Cela nécessite une structuration des soins primaires et leur articulation avec les spécialistes de recours, qu'ils exercent en ville ou en établissement de santé, le développement des systèmes de transports efficaces, donner les moyens aux ARS de conduire une politique intégrée de soutien à l'exercice coordonné et aux projets de territoire via le FIR.

✓ **Structurer les soins primaires pour assurer la qualité et la continuité des parcours**

Dans un contexte de vieillissement de la population, de développement des pathologies chroniques et une forte aspiration au maintien à domicile, la modernisation et l'adaptation des soins de premier recours sont devenues indispensables. Le développement d'une offre de soins de ville plus étoffée [*à noter que n'est jamais évoquée la problématique de pénurie médicale et de certaines professions paramédicales dans cette préconisation*].

Nécessité de développer tous les modes d'exercice coordonné afin qu'ils deviennent majoritaires au sein du système de santé : équipes de soins primaires, communautés professionnelles territoriales de santé, centres et maisons de santé pluri-professionnelles, pour lesquelles l'objectif est un doublement

d'ici 5 ans. Assurer l'accès aux médecins spécialistes (ville/hôpital) en développant leur articulation avec les soins de premier recours et en définissant des parcours clairs pour le patient. Faire évoluer les modalités de financement pour permettre aux professionnels de coopérer autour d'épisodes de soins ou de parcours du patient, avec comme objectif l'amélioration du service rendu à la population et l'efficacité des prises en charge. Développer des indicateurs de qualité des parcours de soins en matière d'efficacité et d'organisation.

✓ **Structurer l'offre en établissements de santé pour concilier proximité et accessibilité des plateaux techniques et expertises de recours**

Les recompositions hospitalières visent à réorganiser l'hôpital afin d'optimiser l'utilisation des moyens techniques et humains (PTS, lignes de garde) et de renforcer la qualité de l'offre sur le territoire. Sources de gains et d'efficacité, elles permettent également de répondre à la tension sur la démographie médicale et de tirer bénéfice des opportunités offertes par les progrès de la médecine et des technologies. Elles concernent tant les établissements de santé publics que privés.

Pour réussir, les établissements doivent organiser une gradation commune de leur offre médicale mais aussi davantage coopérer, qu'il s'agisse de mutualiser des fonctions support ou médicotechniques, de partager des investissements dans des équipements de pointe. Les établissements recentrent leur activité sur des hospitalisations plus pertinentes, plus courtes ou ambulatoires. Elle repose sur le principe de responsabilité territoriale.

Nécessité de poursuivre le virage ambulatoire et les alternatives à l'hospitalisation, accélérer la mise en place des GHT, réviser le droit des autorisations et des conditions techniques de fonctionnement, afin de rehausser les exigences en matière de qualité et de sécurité des soins et d'offrir plus de souplesse aux organisations qui émergent dans les territoires, investir dans la modernisation et l'interopérabilité des SI, faire évoluer les modes de financement en se fondant sur des modèles plus forfaitaire et incitatifs à la pertinence des parcours et sur une prise en compte plus importante de la qualité sur la base d'indicateurs de résultats.

✓ **Améliorer l'accès aux soins des personnes handicapées ou âgées**

Nécessité de dispositifs adaptés pour répondre à des situations parfois complexes, mieux prendre en compte cette complexité de la prise en charge médicale dans les tarifs des professionnels et établissements de santé et augmenter lorsque c'est nécessaire le nombre de lieux de soins adaptés, notamment les consultations dédiées.

✓ **Développer une démarche d'amélioration continue de la qualité et la sécurité des soins en lien avec les usagers**

Le système de santé doit améliorer la qualité du service et éviter les dépenses évitables : ré hospitalisations liées à des problèmes médicamenteux ou à un suivi post hospitalisation non optimal. On estime à entre 20 et 30 % la part des prescriptions non-pertinentes.

Nécessité de développer des indicateurs de résultat, de vigilance et d'alerte pour les trois secteurs de l'offre de soins : leur recueil devra être automatisé sans surcharge de travail pour les professionnels, poursuivre le développement des signalements des EIG, faciliter la diffusion des recommandations pour permettre l'adoption des meilleures pratiques en pertinence médicale.

Objectif d'atteindre 1 médicament sur 2 prescrit dans le répertoire générique en 2020.

Nécessité de lutter contre la poly-médication et la iatrogénie, en particulier chez la personne âgée, d'améliorer la pertinence de l'usage des produits de santé en établissement et en ville.

Le système de santé doit également se préparer en permanence à des risques nouveaux et crises sanitaires récentes (attentats, ouragans ...).

✓ **Innover pour transformer notre système de santé**

Nécessité de mettre en place un cadre juridique facilitant les expérimentations locales et nationales, soutenir financièrement les organisations innovantes via le FIR, renforcer les modalités d'évaluation des expérimentations pour permettre la diffusion de celles qui auront démontré leur efficacité, favoriser la recherche notamment médico-économique sur les organisations innovantes, développer le DMP à l'ensemble de la population, proposer aux patients une offre complète d'éducation pour la santé en ligne ainsi que des services numériques personnalisés d'éducation thérapeutique, développer l'usage des technologies en matière de prévention et de suivi des pathologies chroniques.

✓ **Réaffirmer le rôle des usagers comme acteurs de leur parcours de santé et les associer à la gouvernance du système de santé**

Nécessité de renforcer la représentation et le rôle de l'expertise des usagers dans le système de santé par le développement de la formation et par la simplification des instances de démocratie sanitaire, améliorer l'effectivité des droits des usagers sur l'ensemble de leur parcours de santé et créer une culture de décision partagée entre soignants et patients ou leurs représentants.